

86.802

Interpellation Ruffy
Intercity-Züge. Halt in Yverdon
Trains Intercity.
Arrêt en gare d'Yverdon

Wortlaut der Interpellation vom 18. Dezember 1986

Der Fahrplan 1987, der der Öffentlichkeit vorgelegt worden ist, sieht für die neuen direkten Intercity-Züge Basel–Biel–Neuenburg–Genf und Zürich–Olten–Biel–Neuenburg–Genf keinen Halt in Yverdon-les-Bains vor.

Nach den Aussagen von Fachleuten soll dieser Entscheid getroffen worden sein, um zwei Mängel des Bahnnetzes auszugleichen, die den Verkehrsfluss beeinträchtigen: die Einspurigkeit der Strecke Onnens–Gorgier–Saint-Aubin und die Ueberlastung der Linie Nyon–Genf. Schon ein Ausbau der Jurafusslinie auf Doppelspur würde, wie es scheint, hinreichend Spielraum schaffen, damit die genannten Schnellzüge in Yverdon halten können.

1. Ist der Bundesrat ebenfalls dieser Ansicht?
2. Im Programm «Bahn 2000» ist der Ausbau der Jurafusslinie auf Doppelspur vorgesehen. Ist der Bundesrat nicht der Meinung, der Verwirklichung dieses Projektes sei darum erste Priorität einzuräumen?
3. Kann der Bundesrat angesichts der erheblichen Nachteile für die Bevölkerung des nördlichen Waadtlandes und für die SBB zusichern, dass diese Halte bald eingeführt werden? Kann er ein entsprechendes Datum nennen?

Texte de l'interpellation du 18 décembre 1986

L'horaire 1987, mis à l'enquête publique ne prévoit pas d'arrêts en gare d'Yverdon-les-Bains pour les nouveaux directs Intercity Bâle–Bienne–Neuchâtel–Genève et Zurich–Olten–Bienne–Neuchâtel–Genève.

Aux dires de certains spécialistes, cette décision serait prise pour en fait neutraliser les effets négatifs de deux insuffisances du réseau ferroviaire qui entravent la fluidité du trafic, soit la voie unique entre Onnens et Gorgier-Saint-Aubin et la surcharge du réseau entre Nyon et Genève. Le dédoublement de la voie du Pied-du-Jura semblerait fournir à lui seul suffisamment de souplesse pour envisager à nouveau des arrêts à Yverdon.

1. Le Conseil fédéral partage-t-il cette opinion?
2. Etant donné que le dédoublement de ce tronçon est prévu au programme de RAIL 2000 le Conseil fédéral n'est-il pas d'avis qu'il faudrait mettre la réalisation de ce projet en première priorité?
3. Sur un plan plus général et en raison des inconvénients majeurs pour la population du Nord Vaudois comme pour les CFF, le Conseil fédéral peut-il prendre l'engagement d'introduire à termes ces arrêts et peut-il donner des précisions sur la date de leur introduction?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Brélaz, Dubois, Gloor, Martin, Meizoz, Perey, Pitteloud, Savary-Vaud, Thévoz (9)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Lors de la mise à l'enquête publique de l'horaire 1987, on a pu remarquer que les CFF ont cherché à rendre plus rapides les liaisons Bâle–Bienne–Neuchâtel–Genève et Zurich–Olten–Bienne–Neuchâtel–Genève en évitant logiquement de faire le détour par Lausanne.

Si l'acheminement des convois directement sur Genève via Bussigny sans arrêt dans la capitale vaudoise se justifie, le renoncement aux arrêts en gare d'Yverdon-les-Bains est quant à lui non seulement regrettable, mais encore contraire aux intérêts de notre grande région. L'un de ses objectifs n'est-il pas de drainer le maximum de clientèle désireuse de se rendre dans les grands pôles urbains, notamment à

Genève, dont l'aéroport sera dans quelques mois directement raccordé au réseau ferroviaire?

En évitant Lausanne et en renonçant aux arrêts des grands directs à Yverdon-les-Bains, les CFF privent un bassin de population d'environ 50 000 personnes des avantages offerts par l'introduction de ces nouveaux trains.

Une telle situation ne peut qu'être provisoire à nos yeux et les mesures devraient être prises pour offrir à brefs délais à la capitale du Nord Vaudois une desserte complète s'inscrivant dans sa politique de développement qui est celle d'un pôle décentralisé, mais relayant directement avec d'autres les cinq grandes agglomérations du pays, dans le phénomène général d'urbanisation.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 13. Mai 1987

Rapport écrit du Conseil fédéral du 13 mai 1987

Pour le moment, les CFF considèrent comme un test de marché l'horaire des nouveaux trains IC Zurich/Bâle–Bienne–Genève, qui ne desservent plus la gare de Lausanne mais vont directement à Genève par la ligne de contournement de Bussigny.

Un arrêt de ces trains à Yverdon serait sans aucun doute justifié, voire souhaitable sur le plan commercial.

Selon les calculs des parcours et étant donné les nombreuses interdépendances, cette catégorie de convois ne dispose cependant d'aucune réserve de temps qui permette d'assurer un tel arrêt supplémentaire.

Les CFF reverront la situation en se fondant sur les expériences faites après le changement d'horaire du 31 mai 1987. Il n'est toutefois guère vraisemblable que les trois minutes manquantes pourront être trouvées uniquement dans le secteur de l'exploitation, sans que l'appareil de production ait été amélioré au préalable.

Les questions soulevées appellent les réponses suivantes:

1. Nous approuvons sans réserve la requête tendant à instaurer des arrêts à Yverdon-les-Bains.
2. Les CFF sont en train d'examiner en détail, à la faveur du projet RAIL 2000, les mesures de construction exigées par la variante «Sud plus». Ces études doivent mettre en évidence les améliorations à apporter entre Bienne, d'une part, et Bussigny–Denges–Morges, de l'autre.
3. Il n'est pas encore possible de fournir des données fiables quant aux arrêts souhaités à Yverdon-les-Bains, cela d'autant moins qu'il faut d'abord attendre les résultats des tests de marché concernant les trains en question.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion	57 Stimmen
Dagegen	19 Stimmen

Le président: L'interpellateur n'est pas satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

87.314

Interpellation Hubacher
Notfallplanung (Evakuierung)
für Atomkraftwerke
Centrales nucléaires.
Evacuation en cas d'accidents

Wortlaut der Interpellation vom 4. März 1987

Der Bundesrat wird um Beantwortung der nachstehenden Fragen ersucht:

1. Nachdem im Umkreis von 30 km um das Atomkraftwerk Tschernobyl 120 000 Menschen «endgültig evakuiert» wer-

den mussten, stellt sich die Frage, ob die bisherige Annahme noch haltbar ist, bei einer Reaktorkatastrophe in der Schweiz würde nur für die Menschen in der Zone 1 (4 bis 5 km) unmittelbare Gefahr bestehen?

2. Wie viele Menschen leben im Umkreis von 30 km um die Atomkraftwerke Beznau I und II, Mühleberg, Gösgen und Leibstadt?

3. Da bekannt ist, dass schon nur im 10-km-Umkreis von Kaiseraugst 198 000 Menschen wohnen, stellt sich die Frage, wohin diese im Katastrophenfall «endgültig evakuiert» werden sollten?

4. Wäre es nicht realistischer, zuzugeben, dass zwar in der Sowjetunion im schlimmsten Fall dank günstiger geographischer Verhältnisse 120 000 Menschen «endgültig evakuiert» werden können, niemals aber in der Schweiz?

5. Ist das Merkblatt «Notfallschutz für die Bevölkerung in der Umgebung der Kernkraftwerke» des Kantons Aargau vom Juli 1979 nach «Tschernobyl» noch vertretbar, wenn das denkbar schlimmste Katastrophenszenario so beschrieben wird, dass dann, «allerdings nicht unmittelbar», wie es heisst, nur «Bewohner aus der nächsten Umgebung des Kernkraftwerkes evakuiert werden würden»? Bedeutet «nächste Umgebung» faktisch die Zone 1 (4 bis 5 km)?

6. Im atomaren Katastrophenfall dürfte die Lüftung nicht eingeschaltet werden, weil, wie das Bundesamt für Energiewirtschaft schreibt, «die Filter der Schutzräume Edelgase nicht zurückhalten». Was sind «Edelgase» tatsächlich, d. h. wie heissen sie in der «Volkssprache»? Radioaktivität etwa?

7. Ist die vom Bundesamt für Energiewirtschaft erwähnte Versorgungskapazität «in den grossen medizinischen Zentren der Schweiz (für) etwa 40 stark bestrahlte Personen» tatsächlich ausreichend? Handelt es sich um 40 Betten für jedes grössere medizinische Zentrum der Schweiz oder um das Total der «grossen Zentren»?

Texte de l'interpellation du 4 mars 1987

Je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Après que 120 000 personnes durent être «définitivement évacuées» dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Tchernobyl, il faut se demander: Peut-on encore soutenir la thèse actuelle, selon laquelle en cas d'accident nucléaire, la zone de danger immédiat se limiterait à un rayon de 4 à 5 km (zone 1)?

2. Combien de personnes habitent-elles dans un rayon de 30 km autour des centrales Beznau I et II, Mühleberg, Gösgen et Leibstadt?

3. Sachant que dans un rayon de 10 km autour de Kaiseraugst la population est de 198 000 habitants, où seraient-ils «définitivement évacués» en cas de catastrophe?

4. Ne serait-il pas plus réaliste d'admettre que si, en URSS, 120 000 personnes peuvent au besoin être évacuées définitivement, vu les grands espaces dont dispose ce pays, une telle solution est simplement impossible en Suisse?

5. Peut-on encore, après Tchernobyl, considérer comme réaliste la notice «Protection d'urgence de la population dans le voisinage des centrales nucléaires», publiée par le canton d'Argovie en juillet 1979? Cette notice affirme que, dans le pire des cas, seuls les habitants du voisinage immédiat devraient être évacués. L'expression «voisinage immédiat» désigne-t-elle la zone 1 (4 à 5 km)?

6. En cas de catastrophe nucléaire, il ne faudrait pas enclencher la ventilation, car, comme l'affirme l'Office fédéral de l'énergie, les filtres d'abris ne retiennent pas les gaz rares. Que faut-il entendre par gaz rares dans la langue de tous les jours? Ne s'agit-il pas tout simplement de gaz radioactifs?

7. La capacité d'accueil des personnes irradiées dans les grands centres médico-hospitaliers de la Suisse permettrait, selon l'Office de l'énergie, de traiter environ 40 personnes. Est-ce vraiment suffisant? Ce chiffre représente-t-il le nombre de lits disponibles dans chaque grand centre, ou le total de l'ensemble des «grands centres» de Suisse?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bäumlín, Borel, Bundi, Christinat, Deneys, Eggenberg-Thun, Eggli-Winterthur,

Euler, Fankhauser, Friedli, Jaggi, Lanz, Leuenberger Moritz, Longet, Mauch, Morf, Nauer, Ott, Pitteloud, Robbiani, Rubi, Ruffy, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Weber-Arbon, Zehnder (28)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Am 21. Januar 1987 meldete die Agentur Reuter u. a.: «Der Vizepräsident der sowjetischen Akademie der Wissenschaften, Jewgeni Welichow, sprach in Washington vor einem Ausschuss des US-Senats. Der Atomphysiker hatte die Versiegelung des zerstörten Reaktors geleitet. Welichow betonte, dass die Strahlung in der 30-km-Sperrzone um Tschernobyl immer noch hoch sei. Sie stamme hauptsächlich von Cäsium und werde theoretisch jahrzehntelang hoch bleiben. Aus der für 30 Jahre verseuchten Region hätten 120 000 Menschen endgültig evakuiert werden müssen, bislang seien 12 000 Wohnungen für sie gebaut worden.»

Auf die Frage der Gemeinde Kaiseraugst über «Auswirkungen eines schweren Reaktorunfalles in einem Umkreis von 4 bis 5 km» antwortete das Bundesamt für Energiewirtschaft am 11. Juli 1986 wie folgt: «Einleitend weisen wir darauf hin, dass nach unserer Beurteilung der Aufenthalt in Keller bzw. Schutzraum nach einem schweren Kernkraftwerkunfall wegen der vorüberziehenden radioaktiven Wolke einige Stunden bis maximal etwa 2 Tage dauert. Wir gehen davon aus, dass spätestens nach dieser Zeit der Keller bzw. Schutzraum mindestens zeitweise verlassen werden kann. Da die Filter der Schutzräume Edelgase nicht zurückhalten, empfiehlt das Merkblatt 'Notfallschutz für die Bevölkerung in der Umgebung der Kernkraftwerke', die Lüftung nicht in Betrieb zu nehmen. Nach Auskunft des Bundesamtes für Zivilschutz können Menschen bei normaler Belegung etwa 5 Stunden ohne Lüftung im dicht geschlossenen Schutzraum leben. Da der Aufenthalt im Schutzraum jedoch länger dauern kann und die Einschaltung der Lüftung wegen des damit verbundenen Eindringens der Edelgase mehr Nachteile als Vorteile hat, empfiehlt das Merkblatt, zur Belüftung die Türe vom Keller bzw. Schutzraum ins Hausinnere offen zu lassen. Dadurch ist sichergestellt, dass der benötigte Sauerstoff auch für längere Zeit vorhanden ist.»

Im Merkblatt «Notfallschutz für die Bevölkerung in der Umgebung der Kernkraftwerke», herausgegeben vom Kanton Aargau im Juli 1979, wird von folgender Annahme ausgegangen: «Bei einem überaus schweren, jedoch sehr unwahrscheinlichen Reaktorunfall unter gleichzeitigem Versagen aller Sicherheitsbarrieren einschliesslich Sicherheitsgebäude kann eine radioaktive 'Wolke' austreten und sich je nach den herrschenden Wetter- und Windverhältnissen ausbreiten. Eine nukleare Explosion des Reaktors ist dagegen aus physikalischen Gründen unmöglich. Die austretende 'Wolke' ist unsichtbar, jedoch mit Messgeräten feststellbar. Die mit ihr in die Umgebung freigesetzte Radioaktivität kann durch Einatmen der radioaktiv verunreinigten Luft oder den Genuss von Nahrungsmitteln und Wasser aus dem radioaktiven Niederschlagsbereich für Mensch und Tier schädlich sein Den besten Schutz gegen radioaktive Bestrahlung bieten daher Keller- und Schutzräume Nach Durchzug der 'Wolke' ist die Gefahr direkter radioaktiver Bestrahlung vorbei. Hingegen ist eine allfällige Ablagerung radioaktiver Substanzen auf dem Gelände zu beachten. Falls die erhaltenen Messresultate zeigen, dass der radioaktive Niederschlag zu gross ist, würden – allerdings nicht unmittelbar – Bewohner aus der nächsten Umgebung des Kernkraftwerkes evakuiert werden.»

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 9. Juni 1987

Rapport écrit du Conseil fédéral du 9 juin 1987

Der Unfall von Tschernobyl kann wegen der anderen Reaktorbaueise, des höheren Sicherheitsniveaus der schweizerischen Kernkraftwerke und der folglich geringeren Eintretenswahrscheinlichkeit und Auswirkung schwerer Unfälle nicht Grundlage für die schweizerische Notfallplanung in der Umgebung der Kernkraftwerke sein. Basis für unsere Notfallplanung ist ein Unfallablauf, welcher als typisch für

Leichtwasserreaktoren westlicher Bauart gilt. Dabei wird angenommen, dass von den im Reaktorkern vorhandenen Edelgasen 100 Prozent freigesetzt werden, was auch nach Tschernobyl den möglichen Höchstwert darstellt. Bezüglich Freisetzung von Jod und Cäsium werden unter Berücksichtigung der Eigenschaften des Reaktors und der Rückhalte-wirkung des Containers niedrigere Werte eingesetzt.

1. Akute Gefahr besteht bei einem schweren Unfall in einem Kernkraftwerk während des Durchzugs der radioaktiven Wolke für Personen, welche sich im Freien aufhalten. Die durch die radioaktive Wolke bewirkte externe Bestrahlung hängt weitgehend von den radioaktiven Edelgasen ab. Die nach dem Durchzug der Wolke vorhandene Bodenstrahlung durch abgelagertes Jod und Cäsium stellt keine unmittelbare Gefahr dar. Sie kann aber längerfristig dennoch gefährlich sein und allenfalls eine nachträgliche Evakuierung der Bevölkerung erforderlich machen.

Akute Strahlenschäden (Dosen > 50 rem) können in dem unserer Unfallplanung zugrundegelegten Unfall bei ungeschützten Personen bis zu Abwinddistanzen von etwa 10 km (Inhalationsdosis eingeschlossen) auftreten. Schwere akute Strahlenschäden (Dosen > 200 rem), welche eine medizinische Versorgung erforderlich machen würden, sind aber für ungeschützte Personen nur innerhalb der Zone 1 zu erwarten (bis zu Abwinddistanzen von etwa 2 km).

2.

Bevölkerungszahlen (Stand 1980) in der Umgebung der schweizerischen Kernkraftwerke			
Standort	Umkreis 10 km	Umkreis 20 km	Umkreis 30 km
Beznau I+II ¹	98 000	307 000	905 000
Mühleberg	62 000	495 000	812 000
Gösgen ¹	171 000	347 000	815 000
Leibstadt ¹	68 000	261 000	663 000

¹ Inkusive BRD

3. bis 5. Nach dem Vorbeizug der radioaktiven Wolke kann die Umgebung durch den Ausfall radioaktiver Stoffe längerfristig kontaminiert sein. Um langfristige Strahlenschäden in der Bevölkerung zu vermeiden, müssten unter Umständen gewisse Gebiete evakuiert werden. Die Evakuierung würde aber nicht kreisförmig erfolgen, sondern es würden nur diejenigen Zonen evakuiert, welche tatsächlich stark kontaminiert sind (Verifikation durch Messungen).

Im schlimmsten Fall müsste gemäss den für den angenommenen Unfallablauf durchgeführten Berechnungen die Bevölkerung in den betroffenen Gebieten bis zu einer Abwinddistanz von etwa 7 km evakuiert werden. Das Gebiet würde eine Fläche von etwa 6 km² ausmachen, also etwa 4 Prozent der ganzen Fläche mit einem Radius von 7 km. Das Gebiet, welches auch nach etwa 3 Monaten nicht wiederbesiedelt werden könnte, würde eine Fläche von etwa 1 km² umfassen.

Von den 198 000 Personen, welche im 10-km-Umkreis von Kaiseraugst wohnen, würde beim angenommenen Unfallablauf nur ein Teil von einer allfälligen Evakuierung betroffen. Von den evakuierten Personen müsste wiederum nur ein Teil für längere Zeit evakuiert werden.

6. Edelgase sind die gasförmigen Elemente Helium, Argon, Neon, Krypton, Xenon und Radon. Sie sind farb- und geruchlos und bilden keine chemischen Verbindungen (daher «Edelgase», ähnlich wie Edelmetalle). Es gibt radioaktive und nichtradioaktive Isotope der Edelgase. Bei einem Unfall in einem Kernkraftwerk können radioaktive Isotope von Krypton und Xenon freigesetzt werden. Für die in der Chemie geläufige Bezeichnung «Edelgase» gibt es im allgemeinen Sprachgebrauch keinen anderen Begriff; er dient in keiner Weise der Verheimlichung der Radioaktivität.

Edelgase sind, im Gegensatz zu den anderen Nuklidgruppen, sehr leicht flüchtig und können praktisch ungehindert durch Fenster-, Türdichtungen und eben auch durch Filter eindringen und eine externe Bestrahlung des Menschen

bewirken. Andererseits verursachen radioaktive Edelgase praktisch keine interne Bestrahlung, weil sie nicht im menschlichen Körper eingelagert werden.

Zur Frage «Filter einschalten oder nicht» kann folgendes gesagt werden: Der Aufenthalt im Schutzraum bietet sowohl einen Schutz gegen die externe Wolkenstrahlung als auch gegen die Inhalation. Dabei müssen zwei Fälle unterschieden werden: der Aufenthalt bei natürlicher Belüftung, d. h. die Türe des Schutzraums ist gegen das Hausinnere offen, und der Aufenthalt im geschlossenen Schutzraum mit künstlicher Belüftung über die Gasfilteranlage. In beiden Fällen können die radioaktiven Edelgase durch den Luftwechsel in den Schutzraum gelangen. Ein wesentlicher Unterschied besteht aber darin, dass die natürliche Luftwechselrate typischer Schweizer Häuser etwa um einen Faktor 2 bis 3 geringer ist als die Luftwechselrate eines Schutzraums mit künstlicher Belüftung. Die künstliche Belüftung bewirkt also, dass die Edelgase rascher in den Schutzraum eindringen. Die Behörden empfehlen deshalb, die Lüftung auszuschalten und für den Sauerstoffbedarf die Türe des Schutzraums gegen das Hausinnere offen zu lassen. Die Frage, ob in der näheren Umgebung des Unfallortes der vollständige Abschluss der Schutzräume und die Inbetriebnahme der künstlichen Belüftung mit Gasfilter einen weiteren Schutzzuwachs erbringen kann, wird gegenwärtig noch abgeklärt.

7. Stark bestrahlte Patienten in Spitalpflege werden je nach Schweregrad der Bestrahlung in Sterilpflegebetten oder in Umkehrisolation (Schutz der Patienten gegen Infektion von aussen) gepflegt. In der ganzen Schweiz gibt es 12 Sterilpflegebetten. In Umkehrisolationen können nur schon in Zürich über 20 Personen gepflegt werden. In der ganzen Schweiz sind es wesentlich mehr. Die genaue Zahl der Betten sagt aber wenig aus, denn gemäss Auskunft von ärztlicher Seite ist nicht die Bettenzahl limitierend; nebst den Betten braucht es u. a. Pflegepersonal und Spender für Blutpräparate und Knochenmark. Aus diesen Gründen ist die Zahl der hochbestrahlten Patienten, die intensiv gepflegt werden könnten, limitiert.

Eine Umfrage zu dieser Problematik, die vor 10 Jahren stattgefunden hat, ergab etwa 40 Betten für die ganze Schweiz. Diese Versorgungskapazität, die sich nicht wesentlich geändert haben dürfte, wird als ausreichend beurteilt. Neben allenfalls betroffenen Angehörigen der Personen, welche sich in einem Umkreis des Kernkraftwerkes von etwa 1 bis 2 km während dem Durchzug der radioaktiven Wolke im Freien aufhielten, könnten für den angenommenen Unfallablauf eine akute Dosis von mehr als 200 rem erhalten.

Zum Vergleich: Beim Unfall in Tschernobyl trat das akute Strahlensyndrom bei 203 Patienten auf. Dies waren alles Einsatzkräfte, die im Werk vor allem bei der Brandbekämpfung im Einsatz waren. Durch die Besonderheiten des Unfallablaufes, der bei den in der Schweiz bestehenden Reaktoren nicht möglich ist, wurden diese Personen sehr hohen Strahlenfeldern ausgesetzt. Zudem gab es ganz massive Hautverbrennungen, teils thermischer Art, zum Teil auch wegen den β -Strahlen. 31 Patienten starben. Wie viele von den restlichen 172 hospitalisierten Personen wirklich intensiv gepflegt wurden und wie viele primär sorgfältig überwacht werden mussten, ist unbekannt. Von der Bevölkerung in der Umgebung erhielt nach russischen Angaben niemand akut gefährliche Dosen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion	53 Stimmen
Dagegen	21 Stimmen

Le président: L'interpellateur n'est pas satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

Interpellation Hubacher Notfallplanung (Evakuierung) für Atomkraftwerke

Interpellation Hubacher Centrales nucléaires. Evacuation en cas d'accidents

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.314
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.06.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1037-1039
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 560

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.